

12 mars 2002 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République et candidat à l'élection présidentielle 2002, sur ses propositions en matière de sécurité, de service public, de dialogue social, de garde des enfants, de formation professionnelle, de temps de travail, de retraite et de fiscalité, Marseille le 12 mars 2002.

Chers Amis,

Venir à Marseille, dans cette ville si belle, si vivante, si chaleureuse, une ville qui donne le sentiment d'aller intensément vers son avenir, c'est ressentir un élan, une émotion, toute la force du génie marseillais qui fait vivre ensemble, unis par des passions communes, des femmes et des hommes si divers. Marseille est un foyer, au sens de l'abri qu'elle offre à ses enfants, mais aussi au sens du feu qui brûle et qui éclaire. Je salue Marseille, son extraordinaire capacité d'initiative et d'imagination. Je salue Marseille, son sens du dialogue et de l'ouverture aux autres. Je salue Marseille, sa générosité, sa fraternité, forgées par des millénaires d'histoire et de culture au cœur des valeurs de la civilisation méditerranéenne.

Je suis heureux d'être avec vous. Avec vous, Jean-Claude Gaudin, qui portez si haut, avec tant de panache et de chaleur, les couleurs de Marseille. Avec vous, Renaud Muselier et Jean-François Mattéi. Avec vous toutes et tous, élus, militants, amis marseillais, amis de Provence-Alpes-Côte d'Azur, amis du Languedoc-Roussillon, de la Drôme et de l'Ardèche, amis du Grand sud. Vous tous qui savez vivre vos convictions et les faire triompher.

Avec vous, j'ai des ambitions fortes pour votre région et pour Marseille.

Dans l'ardente compétition avec les régions européennes voisines, le Piémont, la Catalogne, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur peut faire valoir ses atouts exceptionnels.

Dans le tourisme, bien sûr, première richesse, première activité en termes d'emplois, mais aussi dans les domaines de l'économie de demain, nouvelles technologies, électronique, informatique, génie océanique, biotechnologies, industries agroalimentaires, activités du nautisme et de la mer, et aussi toutes les formes modernes d'échange et de diffusion de la connaissance.

Pour servir cette révolution tranquille du Sud, vous avez su tisser des liens puissants entre vos villes et bâtir le plus important réseau de villes qui rassemble près de 5 millions d'habitants.

Dans cette région majeure de l'Europe du Sud, Marseille a maintenant un destin de capitale Euroméditerranéenne.

Je vous félicite d'avoir organisé en 1998 le Sommet des Villes de la Méditerranée, puis en 2000 les Assises de la Méditerranée.

Je vous félicite de mener des actions de coopération décentralisée vers les pays du Sud qui attendent de nous, pays européens, à partir du processus de Barcelone, une politique de générosité et de fraternité.

Je vous félicite d'avoir imaginé des réponses nouvelles au problème de l'intégration et à la lutte contre l'exclusion.

L'école de la deuxième chance créée à Marseille est la première et la plus importante en Europe. A partir de vos succès et de vos initiatives, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Marseille doivent devenir un pôle majeur de la politique nationale d'aménagement du territoire, bénéficier d'un soutien plus fort de l'Etat par le contrat de plan et les programmes européens, obtenir aussi d'importantes délocalisations d'organismes publics nationaux et internationaux. L'Etat doit soutenir résolument Marseille et sa région. C'est l'intérêt de la Nation. C'est l'engagement que je prends aujourd'hui devant vous.

Chers Amis, je suis venu vous dire que le temps de l'action est venu pour la France.

Tous, ici, nous aimons la France. Nous aimons une France forte, une France généreuse, une France en paix et en sécurité, une France qui gagne, une France qui a les moyens de se faire entendre dans le monde. Or, depuis quelques années, malgré ses atouts qui sont formidables : sa situation en Europe, la qualité et la formation de ses salariés, le dynamisme de ses chercheurs et de ses entrepreneurs, ses infrastructures, ses services publics, la France marque le pas.

Il n'y a pas de fatalité. Je suis fier de la France. Fier que notre pays soit la quatrième économie mondiale.

Fier de nos réussites industrielles, comme le TGV, Ariane ou Airbus. Fier que nous soyons aux avant-postes dans les domaines de la recherche scientifique et médicale. Fier de constater les capacités d'invention et d'adaptation de notre peuple. Je suis confiant dans nos ressources et sûr que la France a tout en main pour être dans le peloton de tête de l'Europe et du monde.

Mais en même temps, comme vous, je suis inquiet quand je vois notre pays engagé sur de mauvaises pentes.

Pente de la violence et de l'insécurité. Jadis, il n'y a pas si longtemps, il était fréquent de ne pas fermer sa maison quand on partait faire des courses, de laisser la clé sur la voiture quand on faisait halte dans un magasin, d'aller à la poste retirer des mandats sans aucune arrière-pensée.

Aujourd'hui, c'est le règne de la méfiance, des précautions, souvent de la peur, un état d'esprit qui touche toute la France. C'est vrai des campagnes, si longtemps paisibles.

C'est vrai des centres villes, qui se sentaient plus ou moins protégés. C'est vrai des écoles, longtemps considérées comme un sanctuaire républicain, où se confortait la cohésion nationale et où se transmettaient les savoirs. Non pas, bien sûr, que notre pays soit à feu et à sang. Mais il est crispé, parfois replié sur ses craintes. Sur les quartiers les plus difficiles, les plus exposés, pèse un sentiment de détresse, d'abandon, de chacun pour soi face à la loi du plus fort. Les protections ont disparu. Nous avons atteint un seuil inacceptable.

Pente de la pauvreté. Comment admettre qu'après quatre années de très forte croissance internationale, dont la France a naturellement profité, il y ait encore tant de pauvres, tant d'exclus dans notre société ? Quatre millions de personnes vivent aujourd'hui en France sous le seuil de pauvreté ! Avons-nous fait tout ce qu'il fallait et tout ce que la croissance permettait ? La loi contre l'exclusion,

portée par le gouvernement Juppé, et votée ensuite sous le gouvernement actuel, était une bonne loi. Mais à l'évidence, le drame de la pauvreté demande une approche plus ample, plus volontaire, qui fasse la différence entre les grands blessés de la vie, qui relèvent entièrement de la solidarité nationale, et les autres, ceux qui ont perdu leur emploi, qui ont descendu quelques marches et qui aspirent à retrouver une activité et une place dans la société. Tout est possible si l'on ne fait pas le choix du renoncement et de la seule assistance.

Pente du déclin économique avec l'affaiblissement de notre compétitivité. Dans un monde ouvert, et c'est une ouverture qui profite à la France, il faut être attractif. Il faut être en situation de garder nos talents, notamment tous les jeunes qui ont reçu dans nos universités et nos grandes écoles une excellente formation dont la France doit recueillir les fruits.

Il faut être en situation de garder nos entreprises, qui sont à la source de la vie économique locale, de la vie commerciale, de la vie tout court. Il faut être en situation d'attirer les investissements, les capitaux étrangers. Nous le savons bien, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Des entreprises ferment leurs portes. Beaucoup se délocalisent hors de nos frontières, afin de produire à moindre coût, laissant derrière elles désolation et perte d'identité professionnelle. De nombreux jeunes s'en vont pour exprimer plus librement leur dynamisme. Pour éviter les

nombreux jeunes s'en vont, pour exprimer plus librement leur dynamisme. Pour éviter les pesanteurs bureaucratiques. Pour ne pas se voir retirer par les taxes et les charges l'argent qu'ils n'ont pas encore gagné. Là aussi, sur le front de la compétitivité, il convient de tirer le signal d'alarme.

Nous n'en sommes pas là par hasard. Nous en sommes là parce que s'est développée en France une logique socialiste. Le mot, semble-t-il, dérange, et l'on veut faire du socialisme sans le dire. Pourtant, l'idéologie socialiste est bien là. La France est son dernier refuge dans l'Europe d'aujourd'hui.

Au plan de la sécurité, c'est une certaine naïveté, un certain angélisme qui ont prévalu. L'idée qu'il suffisait que le chômage recule, la croissance aidant, pour que la délinquance régresse et que la violence s'apaise. L'idée que l'on pouvait transférer à d'autres qu'à la puissance publique, et notamment à des associations, la responsabilité de la sécurité des citoyens. L'idée, enfin, que les délinquants avaient de multiples excuses et que la société était la principale coupable.

En ce qui concerne l'exclusion, la pauvreté, c'est trop souvent la logique de la seule assistance qui s'est imposée, une assistance impersonnelle, étatique, qui n'établit pas de vrai dialogue avec les femmes et les hommes en difficulté, qui ne crée pas un rapport de confiance, un appel à la responsabilité, à des engagements réciproques. Une assistance qui n'est jamais évaluée dans ses résultats.

C'est ainsi que le RMI, Revenu Minimum d'Insertion, cette avancée sociale majeure, est devenu en quelque sorte le RME, le Revenu de Maintien dans l'Exclusion.

Quant au recul de notre compétitivité économique, il est lié à plusieurs idées fausses, très idéologiquement marquées. La première, c'est que la création d'emploi passerait par la réduction du temps de travail, comme s'il y avait dans notre pays une masse de travail uniforme et indifférenciée, qu'il suffirait de partager entre le plus grand nombre possible de parts. Le résultat, ce fut la loi sur les 35 heures, qui certes répond à certaines aspirations mais qui a été autoritairement imposée, en dehors de tout dialogue social, et dont les effets sont extrêmement discutables en terme de création d'emplois alors que son coût est exorbitant pour la Nation. Une loi dont l'application improvisée sème la confusion dans les services publics et les hôpitaux. Une loi qui pèse fortement sur l'activité des entreprises, notamment des PME, des commerçants et des artisans et qui doit donc être assouplie.

La deuxième idée fausse, c'est que la justice sociale exigerait que les classes moyennes, les salariés, les ménages qui travaillent et qui gagnent normalement leur vie, soient lourdement imposés. Le résultat, c'est une fiscalité excessive et inéquitable. Une fiscalité démotivante, qui incite à réduire l'activité, faute de pouvoir recueillir le fruit de son travail et de ses efforts.

La troisième idée fausse, c'est que la baisse des charges serait une sorte de cadeau fait aux entreprises, qu'elle ne serait justifiée que si on leur imposait parallèlement des contraintes encore plus lourdes. Le résultat, c'est le coût très élevé du travail en France, notamment du travail non qualifié, avec pour conséquence un grand nombre d'emplois qui auraient pu être créés et qui ne l'ont pas été. Le résultat c'est aussi un pouvoir d'achat dont la progression a été bridée.

C'est à cette logique socialiste qu'il convient de mettre un terme. Ce sont d'autres valeurs que nous devons défendre. C'est une autre France que nous devons construire, dans les cinq ans qui viennent.

Je veux construire une France du respect.

Une France du respect, c'est d'abord une France où la loi et les règles sont respectées par les citoyens. Pour atteindre cet objectif, nous devons inventer et décliner une politique ambitieuse et globale autour de quelques mots-clé.

Le premier, c'est "alerte" ou "veille". Pour traiter l'insécurité à la racine, il faut repérer l'incivilité, et la violence dès le plus jeune âge, dans les immeubles, dans les rues, dans les écoles. Il faut organiser la solidarité contre la violence, faire un travail de veille en réseau, avec les gardiens d'immeubles,

les travailleurs sociaux, les responsables de quartier, les services municipaux, la police de proximité, les associations, tous les acteurs du système éducatif. Pour que l'enfant, le jeune, l'adulte qui franchit la ligne jaune sache que son action n'est pas passée inaperçue. Pour que les

parents soient informés. Pour que commence la responsabilisation.

Le deuxième mot-clé, c'est "apprentissage". La vie en société s'apprend. Les repères se transmettent. L'éducation civique, ce n'est pas seulement découvrir les compétences des maires et des conseillers généraux. C'est apprendre l'autre. C'est apprendre que la liberté s'arrête là où commence celle de l'autre. Des chartes, discutées et librement signées, dans les immeubles, les établissements scolaires, les quartiers, pourront formaliser les règles acceptées.

Le troisième mot-clé, c'est "solidarité". Les familles ont la responsabilité de fixer les limites, de transmettre des valeurs. Mais certaines sont trop déstructurées, trop blessées pour remplir cette mission. Ces familles doivent absolument être soutenues, par les agents sociaux, par les associations, par les collectivités locales. Elles doivent se rencontrer, pour découvrir qu'elles ne sont pas seules à affronter les problèmes, et aussi pour retrouver ensemble des repères et s'assurer de leurs valeurs, car l'on ne peut transmettre que ce que l'on possède.

Le quatrième mot-clé, c'est "sanction". L'impunité zéro n'est pas un slogan, un vœu pieux, mais un objectif vers lequel on doit tendre, et qui suppose un effort national et la mobilisation de tous. Les moyens au service de cet objectif, ce seront la coordination, avec la mise en place d'un grand ministère de la sécurité intérieure et la formation dans les régions de groupements opérationnels de soutien spécialisés dans le démantèlement des réseaux qui mettent des quartiers entiers en coupe réglée.

La création de structures adéquates -établissements d'enseignement spécialisés, centres préventifs ou éducatifs fermés pour jeunes délinquants multirécidivistes,- structures que nous n'avons pas aujourd'hui. Un investissement massif, sur plusieurs années, pour donner aux forces de l'ordre la capacité d'accomplir leurs missions. Pour donner à la justice, notamment à la justice de proximité qu'il faut créer à l'image des juges de paix d'autrefois, les moyens d'être rapide, personnalisée, efficace. Afin que les classements sans suite ne soient pas la règle. Afin que des délinquants multirécidivistes ne se retrouvent pas instantanément en liberté. Afin que les peines, même les courtes peines, soient réellement exécutées. Afin que des sanctions différenciées apportent à chaque délit une réponse adaptée. Tout cela est possible. La transgression des règles n'est pas une fatalité. Son ampleur actuelle est le résultat d'une abdication de l'autorité de l'Etat. Ce respect de la loi et des règles doit s'imposer dans toute la vie sociale. Ce n'est pas parce que l'on revendique, parce que l'on manifeste, que l'on peut s'arroger le droit de faire n'importe quoi. Prendre des usagers en otages. Détruire. Entraver des libertés essentielles, celle de travailler, celle de circuler. Là encore, il faut développer une culture du dialogue et du respect de l'autorité de l'Etat.

Une France du respect, c'est aussi un Etat qui respecte le corps social, et en premier lieu les citoyens. Contribuables, ils ne doivent pas faire l'objet d'un soupçon a priori. Usagers des services publics, ils sont en droit de voir satisfaites leurs attentes. Nous avons de très bons services publics, des fonctionnaires remarquables. Mais pour mieux respecter les citoyens, l'Etat doit d'abord assurer la continuité du service public en instaurant, dans le dialogue et la concertation avec les syndicats, un service garanti dans les transports. Ensuite, la présence des services publics sur tout le territoire, quitte à les regrouper quand c'est nécessaire.

Ce qui importe, c'est l'égal accès au service public, sa qualité, son efficience.

Un Etat qui respecte les partenaires sociaux. Nous sommes sans doute le seul pays d'Europe où des réformes aussi lourdes de conséquences que les 35 heures ont été imposées d'en haut, par la loi, sans dialogue et de manière uniforme. Il en a été de même pour la loi dite paradoxalement compte tenu de son archaïsme, de "modernisation sociale".

C'est une situation grave parce que contraire à la nécessaire évolution de la France, à sa respiration, à la prise en compte des aspirations des femmes et des hommes. Il est urgent de créer les conditions d'un dialogue social dense et fécond. Nous devons faire vraiment confiance aux partenaires sociaux, certes en affirmant le rôle d'incitateur et de régulateur de l'Etat, mais en refusant clairement les interventions injustifiées et intempestives.

Pour manifester cette confiance, chaque fois qu'il s'agira de faire évoluer les relations de travail, les partenaires sociaux seront invités à négocier avant toute initiative législative du

Gouvernement. Bien sûr, le Parlement conservera le dernier mot, soit pour agir faute d'accord au terme d'une période donnée, soit pour conférer force de loi aux résultats de négociations, soit même pour faire un autre choix. Mais le terrain aura été exploré et les acteurs sociaux se seront exprimés.

Nous devons enfin ouvrir le champ de la négociation à tous les sujets de société, qu'ils concernent le rapport au temps, la vie de famille, les attentes spécifiques des femmes, ou encore les discriminations de toute nature. Tout doit être dialogue, accords négociés. C'est cela, la démocratie sociale.

Un Etat qui respecte aussi les partenaires locaux. Nous assistons depuis 1997 à un mouvement de recentralisation qui prive les collectivités locales de leurs responsabilités, de leurs compétences, de leurs ressources. Là encore, au lieu d'associer les acteurs de la vie locale, et d'abord les maires, à l'action de l'Etat, notamment en ce qui concerne la lutte contre l'insécurité \pounds au lieu de déconcentrer résolument, afin que les décisions soient prises là où elles doivent s'appliquer, tout est rassemblé entre les mains du pouvoir central. C'est un réflexe archaïque, contraire aux aspirations profondes et aux besoins de notre société, un réflexe qui contribue à ses pesanteurs, qui fait obstacle aux expérimentations, au progrès. C'est la négation de la confiance. Une France du respect, c'est une France où chacun respecte chacun. J'appelle à un effort collectif de toute la société française, effort de civisme, de souci de l'autre, de souci du bien public. Effort de tolérance, d'acceptation des différences, différences d'origines, de religions, de convictions.

Nous voulons que soient respectées les lois de la République, ses valeurs, ses usages, ses coutumes. Mais nous voulons aussi une France qui refuse l'injustice, qui combatte, sans trêve et sans concession, toutes les forces de haine et de rejet de l'autre, toutes les formes de discrimination.

C'est tous ensemble que nous construirons une France du respect.

Comme vous, je veux aussi une France de liberté, une France du libre choix.

Nous le sentons bien, une nouvelle société veut émerger, une société plus tolérante, plus respectueuse de l'environnement, plus soucieuse de la qualité de la vie que des hiérarchies installées. Une société dans laquelle chacun peut inventer son propre modèle d'existence, sa propre façon de vivre.

Mon ambition pour les cinq ans qui viennent est d'accompagner cette évolution en forgeant les outils qui permettront à chaque Français de mieux vivre sa liberté, qui permettront à chaque jeune de mieux appréhender son destin.

Je veux que chaque Française, chaque Français, puisse avoir le libre choix du mode de garde de ses enfants, afin de mieux concilier vie professionnelle et vie familiale. Crèches, halte-garderies, structures collectives ou garde à domicile :

l'essentiel est qu'une offre diversifiée et adaptée à la famille moderne soit proposée. A cet égard, le gouvernement a commis une lourde erreur en 1997, en réduisant l'AGED que j'avais créée dix ans auparavant et qui donnait entière satisfaction. Je demanderai au futur gouvernement de reprendre le fil d'une politique familiale ambitieuse et novatrice. Je suis favorable à la création d'une allocation unique d'accueil du jeune enfant ouverte à toutes les familles, que les deux parents travaillent ou pas, et quel que soit le mode de garde choisi. J'accorderai une attention particulière au sort des familles mono-parentales qui ne sont pas soutenues comme elles devraient l'être. Je pense à ces femmes, ou à ces hommes, qui élèvent seuls leurs enfants dans des conditions parfois difficiles. Ils ont pleinement droit à la solidarité.

Je veux que chaque Française, chaque Français puisse avoir le choix de se former tout au long de sa vie,

atout essentiel pour saisir les chances et faire face aux aléas de la vie professionnelle, une vie qui comprend souvent des changements d'activité, des changements d'entreprises et même des changements de métier. Pour chaque Français, je souhaite que soit ouvert un compte personnel de formation professionnelle, compte qui serait abondé par l'Etat pour ceux qui ont quitté très tôt le système éducatif. Je souhaite que chaque salarié puisse bénéficier de bilans de compétences qui lui permettront de s'orienter ou de se réorienter à bon escient. Je souhaite que les acquis

qui lui permettent de s'orienter ou de se reconvertir à bon escient. Je souhaite que les acquis professionnels soient mieux validés au plan universitaire. La formation professionnelle doit être un droit.

Je veux que chaque Française, chaque Français puisse avoir le choix de sa durée de travail. La réduction du temps hebdomadaire de travail est une évolution naturelle. Mais elle pose un vrai problème si le travail, en tant que valeur, est contesté, si le travail apparaît peu à peu, non comme un facteur d'accomplissement, d'épanouissement, de liberté personnelle, -ce qu'il est-, mais comme un fardeau dont il faut se débarrasser au plus vite, l'essentiel étant le loisir. Il est évident qu'une société qui ne chercherait plus qu'à travailler le moins possible serait très vite en plein déclin.

La réduction du temps de travail pose problème si elle est imposée à tous à l'identique. Ce qui est absurde et pervers, c'est la volonté de régenter, de manière autoritaire, autiste et uniforme, la situation du monde économique et du monde du travail. Sans prendre en compte la diversité des entreprises et des emplois. La diversité des souhaits des salariés. Gardons-nous d'une approche théologique des 35 heures. Ceux qui veulent travailler 35 heures doivent naturellement continuer à le faire. Mais faisons droit, aussi, à la volonté de ceux qui veulent effectuer des heures supplémentaires afin de gagner davantage. Ouvrons des possibilités d'aménagement pour les PME et les secteurs spécifiques.

L'arbitrage entre le pouvoir d'achat et la durée du travail, ce n'est pas à la loi de le décider, c'est au dialogue social de l'encadrer, c'est aux salariés de le faire.

Je veux que chaque Française, chaque Français puisse avoir le libre choix de sa retraite. Chacun connaît l'urgence de traiter ce problème, différé par manque de courage politique alors que tous les éléments sont connus, que les rapports sur ce sujet remplissent les armoires de l'Etat et que le Premier ministre s'y était formellement engagé le 13 septembre 1999.

Le premier acte du nouveau gouvernement doit être de lancer la réforme des retraites, en associant étroitement les partenaires sociaux, et dans une totale transparence à l'égard des Français. Il s'agit de garantir notre système de répartition par un effort collectif en utilisant notamment une grande partie des recettes liées à l'ouverture du capital des entreprises publiques.

Il s'agit de garantir le niveau des retraites. Il s'agit d'offrir à tous les Français la faculté de se constituer, à titre complémentaire, une épargne retraite par la voie de la capitalisation, faculté qui, aujourd'hui, n'est ouverte qu'aux seuls fonctionnaires. Au nom de quoi, faudrait-il priver l'ensemble de nos concitoyens de cette possibilité d'améliorer demain leur quotidien ? De quel droit, les empêcherions-nous d'utiliser, comme ils le veulent, le produit de leur épargne, alors même que partout ailleurs en Europe, existent des fonds adaptés à cet effet ? Cette anomalie n'est pas admissible. Et ce ne sont pas les acquis sociaux qu'il faut invoquer pour la justifier. C'est le dogmatisme socialiste qu'il faut incriminer pour la regretter.

Il s'agit, enfin, de ne pas se priver du capital d'expérience et de savoir-faire que représentent les générations plus anciennes. Il s'agit de permettre à ceux qui le souhaitent de prolonger leur activité, fût-ce sous une autre forme, c'est-à-dire de donner aux Français davantage de liberté pour la retraite, à la satisfaction de chacun.

Une France de liberté, c'est aussi une France où chacun peut créer, lancer une activité, ouvrir un commerce, fonder son entreprise, sans être soumis aux lenteurs bureaucratiques et aux tracasseries de toute sorte. Encore aujourd'hui, il faut quelques heures pour créer une société en Grande-Bretagne ou en Irlande et plusieurs semaines chez nous. Encore aujourd'hui, les petits patrons, les artisans, les commerçants, les agriculteurs passent une partie de leur temps à remplir papiers et formulaires. C'est une faute contre le dynamisme, contre les idées, contre le travail, contre l'élan français. Il faut donc lancer, enfin, un véritable "Grenelle des simplifications administratives", en mettant face à face les représentants des entreprises, des usagers et des administrations, avec obligation de résultats, et en utilisant notamment tout le potentiel des nouvelles technologies.

Une France de liberté, c'est une France où les entreprises peuvent pleinement se développer. La France a besoin d'entreprises allantes, libres de leurs mouvements, de leurs investissements. Ce sont les entreprises qui créent emplois et richesses. Elles ont besoin de sécurité juridique : comment conduire des actions à moyen ou long terme quand les règlements changent sans cesse, quand des engagements de l'Etat sont remis en cause, quand interviennent de nouvelles lois, notamment fiscales, avec effet rétroactif ? Les entreprises ont besoin de se battre à armes égales avec leurs concurrentes étrangères. Pour cela, il faut poursuivre un objectif simple : ramener en cinq ans, la fiscalité des entreprises françaises dans la moyenne européenne. Elles doivent également faire l'objet d'une autre fiscalité sur les transmissions. Comment accepter que chaque année des milliers d'emplois soient détruits parce que les héritiers des entreprises, notamment familiales, ne peuvent payer les droits de transmission ?

Enfin, une France de liberté, c'est une France où chacun peut recueillir les fruits de son travail et de ses efforts, en réduisant une fiscalité excessive, souvent confiscatoire. En 1995, c'est vrai, nous avons dû augmenter la TVA. Nous avons dû le faire parce que le poids des déficits publics était tel que nous n'étions pas en situation d'entrer dans l'Euro. Cela voulait dire que la France serait restée aux portes de l'Europe, alors qu'elle en avait été l'un des principaux artisans. Cela voulait dire isolement et appauvrissement. J'ai fait le choix d'une grande ambition française. J'ai fait le choix de l'euro.

Et, je tiens à le rappeler, dès 1996 a été engagée la plus forte baisse de l'impôt sur le revenu jamais lancée en France, baisse interrompue six mois plus tard par le gouvernement socialiste. Aujourd'hui, nous sommes dans l'euro. Grâce aux efforts des Français, à leur travail, à leur engagement, nous vivons et nous tirons profit de l'Europe monétaire. Rien désormais ne fait plus obstacle à la baisse des impôts et des charges. C'est nécessaire pour que la France avance du même pas que nos partenaires européens. C'est nécessaire pour que les Français aient envie d'agir, de se déployer, de prendre des risques. Pour qu'ils retirent de leur travail ses justes résultats. Pour qu'ils puissent, plus facilement, acheter leur logement, assurer l'éducation de leurs enfants, investir dans leur retraite.

Mon ambition est de réduire l'impôt sur le revenu de 15 milliards d'euros sur cinq ans. Ce n'est pas une utopie. C'est possible. Nos voisins l'ont fait : l'Angleterre, l'Espagne, l'Allemagne. Et nous, Français, nous ne pourrions pas relever le défi ? Et c'est vital si la France veut rester compétitive dans l'Europe et le monde de demain.

Naturellement, cette action ne sera pas conduite en quelques mois, mais sur la durée du quinquennat. Elle sera gagée notamment par la maîtrise des dépenses publiques. Certaines priorités, telles la sécurité, intérieure et extérieure, la justice, la santé nécessiteront des efforts accrus. Mais il suffit de prendre connaissance, année après année, des rapports de la Cour des Comptes, pour mesurer les gaspillages, le défaut de coordination, l'insuffisance des contrôles qui règnent parfois dans les dépenses publiques. Pour constater que des économies importantes sont possibles. Chacun sait que la décentralisation et l'informatisation ne se sont pas toujours accompagnées des redéploiements qui auraient été logiques au niveau des administrations parisiennes. Que certaines évolutions majeures de ces dernières années ou des dernières décennies, comme la disparition des frontières européennes, n'ont pas toujours été prises en compte.

Dans les années qui viennent, près de la moitié des agents publics partiront en retraite. C'est une occasion exceptionnelle d'entreprendre une vaste réflexion, dans le dialogue et la concertation avec les syndicats, pour améliorer, redéployer les services publics, avec le souci que chacun y trouve son avantage en termes de rémunération mais aussi de déroulement de carrière et de motivation personnelle. Oui, il est nécessaire et il est possible de maîtriser les dépenses publiques, comme l'ont fait nos principaux partenaires européens.

Voilà la France que je veux construire avec vous. Une France libérée, sécurisée, qui réussisse la synthèse entre l'autorité républicaine et la liberté individuelle. Une France qui sera plus forte, plus écoutée quand elle défendra l'Europe des citoyens, une Europe qui dépasse l'horizon de la gestion de l'économie pour se donner celui de la civilisation. Quand elle plaidera pour une

mondialisation maîtrisée, pour un monde démocratique et pacifique, pour un environnement respecté,
pour la solidarité entre les peuples riches et les peuples pauvres. Quand elle portera l'idéal d'une éthique internationale.

Mes Chers Amis,

Je suis heureux de vivre avec vous cette campagne.

Je l'aborde libéré de toute ambition personnelle. Je l'aborde avec toute l'expérience d'une vie publique active, faite de succès et parfois d'échecs, de réussites et de déceptions, d'accomplissements et d'inachèvements. Je l'aborde habité par la seule passion de la France. Tout au long de ces semaines, je veux vous dire ce que je crois bon pour notre Nation. Je le ferai avec mes convictions : le choix des valeurs républicaines contre l'extrémisme, le choix de l'Europe contre le repliement sur soi, le choix de la modernisation économique et sociale contre tous les archaïsmes, le choix d'une France présente et influente dans le monde.

Les Français devront se déterminer : reconduire ceux qui depuis cinq ans n'ont pas su préparer l'avenir ou faire route avec ceux qui veulent gouverner la France autrement. C'est bien cela l'enjeu.

Dans ce combat, j'ai besoin de vous. J'ai besoin de votre mobilisation, de votre enthousiasme.

J'ai besoin que vous soyez à mes côtés.

Ensemble, je le sais, nous allons écrire une nouvelle page de France.

(Source <http://www.2002pourlafrance.net>, le 13 mars 2002)